

faire. Si à la fin de la période des questions, les députés consentent à revenir à l'appel des motions, je la ferai volontiers, autrement elle sera publiée.

LA LIMITATION DES ARMES STRATÉGIQUES—L'ACCORD AMÉRICANO-SOVIÉTIQUE—LES RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUÉS AU CANADA

**M. Murray McBride (Lanark-Renfrew-Carleton):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle fait suite à celle que j'ai posée le 5 mai au sujet de la limitation des armes stratégiques et des négociations en cours entre les États-Unis et l'URSS. Étant donné qu'un tel accord aurait été signé à Moscou aujourd'hui, le ministre pourrait-il nous dire si le Canada en a été mis au courant avant la signature?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, le gouvernement américain renseigne en général tous les membres de l'OTAN, y compris le Canada. J'espère que la nouvelle du député est vraie, car nous nous intéressons beaucoup au succès des négociations SALT. Je sais que la Chambre tiendra à se joindre à moi pour féliciter les deux superpuissances de s'être entendues pour limiter dans une certaine mesure le recours à ces armes.

**Des voix:** Bravo!

LA POSITION DU DANEMARK QUANT À LA PÊCHE AU SAUMON—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE CANADA

**M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné que le gouvernement danois semble maintenir sa position égoïste relativement à la pêche au saumon en haute mer, le ministre est-il maintenant prêt, à la veille de la conférence de Washington, à se montrer intransigeant quant à notre position à cet égard?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention de me montrer intransigeant, mais d'obtenir des résultats. Je crois que l'attitude que nous avons prise, qui est raisonnable et sera considérée comme acceptable par tous les pays, constitue la meilleure façon d'amener le gouvernement danois à changer d'avis.

LA SANTÉ

LA CAISSE D'AIDE ET LA FORMATION D'OMNIPRATICIENS

**M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné la pénurie d'omnipraticiens qui ne fait que s'aggraver au Canada, puisque l'Association médicale canadienne prévoit qu'il en manquera 25,000 d'ici 20 ans, le ministre projette-t-il d'augmenter les fonds de la caisse d'aide à la santé afin de contribuer aux frais des services d'enseignement universitaire?

**L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur l'Orateur, le député devrait savoir que la caisse d'aide à la santé renferme des sommes considérables qui ne sont pas utilisées. Deuxièmement, les avis sont très partagés sur la question de savoir s'il y a pénurie de médecins, dans l'immédiat ou à longue échéance, comme le député n'est pas sans le savoir non plus.

\* \* \*

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LES DEMANDES FRANCO-BRITANNIQUES AU SUJET DES AVIONS SUPERSONIQUES

**L'hon. J. A. MacLean (Malpègue):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Peut-il nous dire quelle réponse le Canada a donnée à la France et à la Grande-Bretagne qui demandaient que leurs avions supersoniques soient autorisés à emprunter certains corridors aériens au-dessus du Canada?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, nous n'avons répondu ni à l'un ni à l'autre des pays en cause. Notre politique demeure la même, soit que les vols à des vitesses supersoniques ne sont pas permis au-dessus du Canada.

\* \* \*

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE PROJET FRANÇAIS D'ESSAIS NUCLÉAIRES—LE FINANCEMENT DU «GREENPEACE III»

**M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest):** Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire se rapporte à celle qui a été adressée au secrétaire d'État aux Affaires extérieures concernant la limitation des armes stratégiques. Étant donné que le gouvernement du Canada a pour politique de s'opposer à toute prolifération d'armes nucléaires, que le ministère des Affaires extérieures, ou le gouvernement du Canada, a adressé au gouvernement de la France une note de protestation contre les essais nucléaires devant être exécutés dans le Pacifique, le gouvernement songe-t-il à subventionner le voyage Greenpeace III afin que cette Fondation, qui est à court d'argent, puisse continuer et intensifier son œuvre?